Saisie de près de 7 tonnes de résine de cannabis en 2017

Page 24

COOPÉRATION ALGÉRO-FRANÇAISE

Bouteflika et Macron veulent accélérer la cadence

Page 3

LE JEUNE INDEPENDANT

N° 6014 - JEUDI 22 FÉVRIER 2018

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

EDUCATION À BÉJAÏA

La situation est préoccupante dans les écoles

Page 2

APRÈS LE GÉNÉRAL AUSSARESSES, JEAN-MARIE LE PEN RÉVÈLE

L'ARMÉE FRANÇAISE A PRATIQUÉ LA TORTURE EN ALGÉRIE

L'ex-patron du Front national et ancien parachutiste en Algérie avec le grade de capitaine, Jean-Marie Le Pen, revient, à travers le premier tome de ses Mémoires, à paraître le 28 février (édition Muller), sur la guerre d'Algérie dans lequel il tente de justifier la pratique de la torture sur les prisonniers algériens. Il confirme les témoignages du général Paul Aussaresses qui avoue, dans un livre publié en 2000, avoir torturé et assassiné Larbi Ben M'hdi, l'un des chefs historiques de la Révolution.

Page 3



GRÈVE DES MÉDECINS RÉSIDENTS



LE SPECTRE DE L'ANNÉE BLANCHE

Page 2



PAIX ET SÉCURITÉ DANS LE SAHEL

L'ALGÉRIE UN ACTEUR INCONTOURNABLE

Page 5

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION CAF



LE CHABAB POURSUIT SA CAMPAGNE

Page 23

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 — ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 10 DA, FRANCE 1 EURO

A LEUR TROISIÈME MOIS DE GRÈVE ILLIMITÉE

Les médecins résidents n'écartent pas le risque d'une année blanche

EN GRÈVE depuis plus de trois mois, les médecins résidents campent sur leurs positions en insistant sur l'abolition pure et simple du caractère obligatoire du service civil. Pour les protestataires, «l'obligation doit changer de camp». «Au lieu de nous imposer le service civil au terme de notre spécialisation, les pouvoirs publics devraient plutôt obliger les directions de la santé et les autorités locales des wilayas à leur garantir les moyens socioprofessionnels», a estimé le docteur Tarek Fayçal, membre du Collectif autonome des médecins résidents algériens (CAMRA), lors d'une conférence de presse tenue au siège de la Ligue algérienne des droits de l'homme. «Qu'ils assurent le plateau technique adéquat, les équipements nécessaires, le logement et les médecins viendront d'eux-mêmes exercer dans les zones reculées», a renchéri son confrère, le docteur Salah-Eddine du CHU Mustapha. Pour exercer plus de pression, les médecins résidents jouent la carte du DEMS, examen sanctionnant la fin des études médicales spécialisées. Ils comptent sérieusement boycotter tous les examens des DEMS, même si le risque d'une année blanche est de plus en plus probable. Ils pensent que tous les moyens sont bons pour réformer la couverture sanitaire de l'Algérie profonde qui souffre d'un système de santé jugé «trop médiocre» et qu'il faut absolument changer. Pour eux, Il ne faut surtout pas lâcher prise car le moindre recul pourrait compromettre leur travail et réduire à néant tous les efforts consentis jusque-là. «Une trêve, même momentanée, risque de nous faire perdre notre force, d'autant que les 5 rencontres de négociations avec le comité sectoriel a été un échec», a regretté le docteur Ikbel Abderrahamne du CHU d'Oran, estimant que le pouvoir décisionnel est décapité et la situation est dans l'impasse. «Il n'y aura ni cours ni examens de DEMS jusqu'à l'aboutissement de nos revendications», prévient ce jeune résident en signifiant clairement que ce boycott va peser lourd du fait qu'il n'y aura pas de nouveaux résidents en fin de spécialisation cette année et donc pas de service civil. «Et même les orientations des nouveaux bacheliers vers les sciences médicales seront bloquées pour la rentrée prochaine», a-t-il averti. Pour sa part, l'hôte des résidents, Hussein Zahouan, de la Ligue algérienne de défense des droits humains (LADDH), a souligné le caractère apolitique du comité, en affirmant que le Camra a été créé pour répondre aux revendications légitimes des médecins en spécialisation et qu'il est appelé à disparaître une fois ses objectifs atteins. Il a par ailleurs dénoncé le silence de la centrale syndicale qui reste muette sur cette crise qui paralyse les hôpitaux depuis des mois. Pour rappel, la grève des 15 000 médecins résidents, suivie à 90 % selon le Camra a été déclarée illégale le 24 janvier dernier par la justice. Outre l'abrogation du caractère obligatoire du service civil, imposé depuis 1984, cette catégorie du corps médical réclame également de bénéficier de la décision présidentielle 2017 qui exempte les citoyens nés entre 1985 et 1987 du service militaire, en se demandant pourquoi ils sont privés en tant que médecins de ce privilège, au même titre que les insoumis.

Zineb M.

DEUXIÈME JOUR DE GRÈVE DE L'INTERSYNDICALE DE L'ÉDUCATION

Le débrayage suivi à plus de 75%

La grève des enseignants s'est poursuivie hier pour le deuxième et dernier jour. Les cinq syndicats de l'éducation nationale regroupés au sein de l'Intersyndicale se réuniront la semaine prochaine. A l'ordre du jour figure la question de la suite à donner au mouvement.

L'Intersyndicale de l'éducation nationale a poursuivi hier sa grève de deux jours qu'elle a décidée de mener à l'issue de l'échec de la réunion, dimanche dernier, avec la ministre Nouria Benghebrit et ses assistants. Le ministère de l'Education nationale n'a pas recouru cette fois-ci à la justice pour arrêter la grève des enseignants, qui risque d'être renouvelée après la réunion qui regroupera, la semaine prochaine, les conseils nationaux des cinq syndicats. Le porte-parole du Conseil des enseignants des lycées d'Algérie (Cela), Idir Achour, nous a signifié que la grève dans le secteur de l'éducation lancée par les syndicats autonomes a été massivement suivie, au deuxième jour, dans les trois paliers confondus. Selon lui, le taux de suivi à ce débrayage a connu une augmentation au deuxième jour. Le taux a dépassé les 75% au niveau national. «Cette forte adhésion, enregistrée dès le premier jour de la grève, est le signe de la détermination des travailleurs du secteur à aller jusqu'au bout pour faire aboutir leurs revendications», a-t-il indiqué. La tension ne fait que s'amplifier. Les mouvements de grève cyclique et illimitée plongent le secteur de l'éducation dans un véritable marasme sans précédent. Secoué déjà par la grève illimitée du Cnapeste depuis le 10 janvier, le secteur de l'éducation nationale a été fortement perturbé durant ces deux jours par la grève entreprise par les cinq syndicats (Cela, Snapest, Satef, l'Unpef et Snte). La coalition reste déterminé à poursuivre la lutte syndicale, et ce jusqu'à qu'il y ait une réponse favorable à leur



plate-forme de revendications qui date de quelques années déja. Cette dernière tourne autour de «l'amendement du décret exécutif 12/240 portant statut particulier des personnels de l'éducation nationale, l'adoption d'un régime indemnitaire incitatif ainsi que la révision de la grille salariale en fonction de l'inflation». Les syndicats de l'éducation demandent également la révision de la loi fondamentale du secteur de l'éducation et l'attachement aux revendications soulevées dans le cadre de l'Intersyndicale de la fonction publique. Ils réclament aussi «l'application immédiate de la décision présidentielle concernant la revalorisation des diplômes DEUA et licence, la création d'un nombre suffisant de postes pour tous les grades, l'augmentation de la rémunération des heures supplémentaires, ainsi que l'amélioration de la situation socioprofessionnelle des corps communs et ouvriers professionnels en procédant à l'annulation de l'article 87 bis».

Lynda Louifi

EDUCATION

La situation est préoccupante dans les écoles à Bejaïa

LE SECTEUR de l'éducation dans la wilaya de Bejaïa vit ses moments les plus difficiles. En plus de la grève du CNAPESTE a atteint depuis cinq jours son premier mois, l'intersyndicale semble se préparer à une grève de longue durée. Après son débrayage d'une journée la semaine passée, elle est repartie à la protestation par une nouvelle action, à savoir une grève générale de deux jours. Cette action a été relativement suivie dans les cycles primaire et moyen selon des échos. Selon Hocine Benamara, coordinateur du CLA à Bejaïa, la grève a été largement suivie durant la première journée et elle plus encore en cette deuxième journée, à savoir plus de 70% pour les trois palier et plus de 95% dans les lycées. L'intersyndicale regroupant plusieurs syndicats dont l'UNPEF, SNTE, CLA et SATEF exige la satisfaction de plusieurs revendications d'ordre national. L'échec du dialogue initié dimanche dernier avec la tutelle a poussé l'intersyndicale à revenir à la charge pour réclamer à nouveau la prise en charge de ses revendications dont «l'amendement du décret exécutif 12/240 portant statut particulier des personnels de l'éducation nationale, l'adoption d'un régime indemnitaire incitatif, ainsi que la révision de la grille salariale en fonction de l'inflation». Les syndicats autonomes revendiquent aussi «la révision de la loi fondamentale du secteur de l'éducation, la satisfaction des revendications soulevées dans le cadre de l'intersyndicale de la fonction publique, l'application immédiate de la décision présidentielle de revalorisation des diplômes DEUA et licence, la création d'un nombre suffisant de postes en faveur de tous les grades et l'augmentation de la rémunération des heures supplémentaires et l'amélioration de la situation socioprofessionnelle des corps communs et ouvriers professionnels en procédant à l'annulation de l'article 87 bis». Il y a aussi parmi les revendications des syndicats «la révision du dossier de retraite et le retour à 32 ans de service et la retraite anticipée, le rejet de la révision du code du travail, la protection du pouvoir d'achat, ceci à la hauteur de l'inflation actuelle, la protection des libertés syndicales qui sont non négociables, et le droit à la grève». Notons que l'Union des parents d'élèves a appelé ces derniers à un rassemblement de protestation devant le siège de la wilaya aujourd'hui dans la matinée afin d'«exiger la reprise immédiate de la scolarité de nos enfants», lit-on dans le document qui nous a été transmis. «L'Union des parents d'élèves de la wilaya de Bejaïa considère aujourd'hui que le dialogue doit impérativement prévaloir, pour le règlement définitif de ce conflit qui oppose le syndicat CNAPESTE et le ministère de l'Education nationale», lit-on dans le document. Et d'ajouter: «Ce conflit qui perdure nous préoccupe et nous inquiète à plus d'un titre, engage l'avenir de tous nos élèves, dont le spectre d'une année blanche et l'échec programmé se profilent à l'horizon si des mesures urgentes ne sont pas prises.» L'UPE/WB rappelle les correspondances adressées aux autorités les mettant devant leur responsabilité, «pour trouver des solutions durables, pour le retour à la normalisation de la scolarité de nos enfants, mais en vain». Pour sa part, la LADDH a appelé, dans une déclaration rendue publique, à un dialogue social, rappelant que «plusieurs secteurs sensibles de service public et sociaux sont touchés par un malaise social et l'inquiétude générale face au mutisme, à l'entêtement et l'obstruction de toute forme de médiation et du respect des droits fondamentaux à l'instar des libertés démocratiques de manifestations, syndicales et d'expression». Pour la LADDH, «l'école se retrouve au centre des tumultes en l'absence de sortie de crise, au grand malheur des enfants». Interpellant les hautes autorités du pays dont la présidence de la République et le Premier ministère à intervenir en urgence en vue d'une solution juste dans le cadre d'un large dialogue social, sérieux et sans préalable et avec l'ensemble des acteurs, en respect des libertés syndicales et des droits des travailleurs.

N. Bensalem.

COOPÉRATION ALGÉRO-FRANÇAISE

BOUTEFLIKA ET MACRON VEULENT ACCÉLÉRER LA CADENCE

Le président Abdelaziz Bouteflika a invité le président français Emmanuel Macron à revenir pour une visite d'Etat, en 2018, lors de leur dernière rencontre à Alger en décembre dernier.

Bien que la visite en Algérie du président français Emanuel Macro qui remonte au moins de décembre 2017 fût brève-la rencontre avec le président Bouteflika a duré plus d'une heure-les contacts entre les deux hauts dirigeants semblent se maintenir à un rythme régulier. Avant-hier la présidence de la république algérienne a rendu public dans un communiqué un entretien téléphonique entre les deux présidents.

Selon le communiqué cet échange «a permis aux deux Chefs d'Etat de partager leurs analyses sur la situation au Mali et en Libye». Ils «ont aussi examiné les voies et moyens de renforcer encore davantage la dynamique de la coopération algéro-française enclenchée par le sommet qui a regroupé les présidents algérien et français à Alger, en décembre dernier», a ajouté la même source.

Hier ce fut au tour de la présidence de la république française de dévoiler un communiqué dans lequel elle révèle que l'entretien téléphonique «avait porté sur les principaux sujets bilatéraux après la visite du président Macron en Algérie, le 6 décembre dernier, en souhaitant qu'un suivi précis de cette visite soit fait». Le communiqué de l'Elysées précise que «les ministres concernés poursuivront les échanges dans les prochaines semaines afin d'avancer rapidement sur les différents sujets évoqués lors de cet entretien, que ce soit sur le plan économique, de la coopération universitaire, de la mobilité ou de la mémoire».



Le président Macron et le président Bouteflika «ont également évoqué les questions régionales, et plus spécifiquement le Sahel et la Libye», conclut la même source. Au sujet du Sahel, la France pousse l'Algérie à intégrer le fameux G5 ou du moins aider sur le plan logistique cette force antiterroriste en voie de constitution.

En Lybie, la situation sécuritaire est des plus précaires sept ans après le renversement du colonel Kaddafi. Elle n'arrange nullement les affaires de l'Algérie qui redoute un flux de djihadistes à ses frontières. Et la France pour sa part craint une nouvelle vague de migrants en provenance de ce pays.

Il y a trois jours, le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef, a reçu en audience, l'amiral Bernard Rogel, chef d'Etat-major de l'armée française. Si rien n'a filtré sur cette rencontre inédite, les deux parties ont selon toute vraisemblance échangé des informations sur la coopération sécuritaire entre les deux pays et la manière avec laquelle icelles devront procéder à l'avenir pour venir à bout de la menace terroriste au Sahel et en Lybie. Les ministres des deux pays concernés par les «dossiers» sur le plan économique, de la coopération universitaire, ou de la mobilité ou de la mémoire devront imprimer un nouveau et accélérer la cadence.

L'ÉCONOMIE AVANT LA DIPLOMATIE

Sur le plan économique, la visite en Algérie d'une forte délégation du MEDEF présidée par Pierre Gattaz, qui doit laisser sa place très prochainement a été particulièrement médiatisée du fait de l'importance et de la qualité des chefs d'entreprises (issus du CAC 40) qui ont fait le déplacement. L'accord signé entre Sonatrach et Engie porte sur le passage à l'énergie solaire des stations de compression des gazoducs, la valorisation des «gaz torchés» (brûlés lors de l'extraction du pétrole et du gaz) et «l'efficacité énergétique» des processus industriels tels que la production ou liquéfaction de gaz par exemple.

Si l'on en croit ce qui est avancé, les géants de l'économie française ont fait le déplacement à Alger pour débloquer des situations et pour demander plus d'ouverture afin de pouvoir concurrencer d'autres opérateurs comme les entreprises chinoises ou autres. Les patrons français ayant pris part à cette visite sont surtout venus à Alger pour «régler des problèmes» déjà existants. Les représentants du patronat français espéraient aussi «convaincre» les autorités algériennes pour obtenir plus d'»ouverture» en faisant allusion à une administration perçue comme un obstacle à l'investissement.

La liste des 850 produits interdits d'importation est citée à cet effet, pour dire que des patrons de grands groupes français en sont «victimes». L'autre groupe français présenté comme une «victime des décisions des autorités algériennes est Renault Trucks. Cette filiale de Volvo déplore également le fait que «des dizaines de ses camions soient en attente dans son usine de Bourg-en-Bresse» à l'Est de la France. Pour pouvoir commercialiser ses produits en Algérie, le groupe a dû demander aux autorités algériennes «une autorisation» afin d'ouvrir une usine à Meftah dans le Sud d'Alger.

Ces problèmes traduits qu'une partie des doléances portées par le président du MEDEF, Pierre Gattaz. Ce dernier aurait également soulevé la problématique des «délais de paiement». Les grands patrons du CAC 40 veulent surfer sur la volonté des autorités algériennes de diversifier l'économie. Cela dit, la concurrence sera rude, affirment-ils, sous-entendant que les concurrents comme ceux venus de Chine veillent toujours à mettre la barre haute. Cela ne doit pas être un problème leur a confié Michel Bisac directeur des Pages Maghreb.

Selon lui : «Les Algériens préfèrent cent fois travailler avec nous qu'avec les Chinois, ne serait-ce qu'en raison de la langue», a-t-il soutenu.

A la différence du comité mixte algéro-français (Comefa), qui regroupe des représentants des ministères à vocation économique des deux pays, le Conseil d'affaires algéro-français est une initiative portée par le secteur privé. La particularité de ce conseil vient du fait qu'il émane de la volonté des entrepreneurs des deux pays. Ce nouvel organe a été conçu comme un «espace d'échanges entre les entrepreneurs issus des deux rives de la Méditerranée. Les membres de ce conseil se rencontreront régulièrement, au moins une fois par an. Si tous les domaines sont abordés, l'accord signé donne la priorité à certaines thématiques, notamment les secteurs de l'agro-alimentaire, du numérique et des énergies renouvelables.

Hocine Adryen

JEAN- MARIE LE PEN RÉVÈLE :

«L'armée française a pratiqué la torture en Algérie»

L'EX-PATRON du Front national et ancien parachutiste en Algérie avec le grade de capitaine, Jean-Marie Le Pen, revient dans un livre à paraître le 28 février, à travers le premier tome de ses «Mémoires» (édition Muller), sur la guerre d'Algérie dans lequel il tente de justifier l'utilisation de la torture contre es prisonniers algériens. Il confirme les méthodes utilisées, déjà révélées par les anciens détenus algériens dans leurs témoignages.

Evoquant la période où il était para chutiste durant la guerre d'Algérie, Le Pen confie : «On a parlé de torture. On a flétri ceux qui l'avaient pratiquée. Il serait bon de définir le mot. Qu'est-ce que la torture ? Où commence-t-elle, où finit-elle ? Tordre un bras, est-ce torturer ? Et mettre la tête dans un seau d'eau ? L'armée française revenait d'Indochine. Là-bas, elle avait vu des violences horribles qui dépassent l'imagination et font paraître l'arrachage d'un ongle pour presque humain. […] Cette horreur, notre mission était d'y mettre fin. Alors, oui, l'armée française a bien pratiqué la torture pour obtenir des informations durant la bataille d'Alger. Parmi les moyens figuraient les coups, la gégène ou et la baignoire […]».

Poursuivant son récit, Le Pen parle d'»une machination politique» en soutenant que «ni moi ni mes camarades n'étions nullement chargés des interrogatoires spéciaux. C'est du bidon, évidemment du bidon, qui ne résiste pas à la plus rapide des analyses». Sur le même chapitre, il soutient que «j'ai ainsi été accusé de la même scène de torture le même jour, à la même heure, à plus de cent kilomètres de distance. C'est horrible, l'ubiquité de la bête immonde!», dit-il encore.

Pourtant au journal *Combat,* il disait le contraire. Il affirmait le 9 novembre 1962 n'avoir «rien à cacher» : «Nous avons torturé en Algérie parce qu'il fallait le faire».

Et commente aujourd'hui : «Le nous désigne l'armée française, dont je suis solidaire, non pas moi et mes camarades, qui n'étions nullement chargés, je le répète, des interrogatoires spéciaux».

Ce qui ne l'empêche pas de défendre, dans les pages de son manuscrit, la pratique comme les hommes qui y ont eu recours. *Le Canard enchaîné* écrivait en 1984 que Jean-Marie Le Pen avait participé à des actes de torture pendant la guerre d'Algérie.

«L'AFFAIRE DU POIGNARD»

En 2000, puis en 2002, *Le Monde* publiait une série de témoignages sur la façon dont Jean-Marie Le Pen a contribué à mettre en œuvre «la torture à domicile», au premier trimestre 1957 en Algérie, et notamment «l'affaire du poignard», retrouvé par le fils d'un détenu algérien supplicié devant sa femme et ses six enfants, et sur le fourreau duquel on peut lire l'inscription : «JM Le Pen, 1er REP». Au matin du 3 mars 1957, Mohamed-Cherif Moulay, 12 ans, découvre un poignard dans le couloir d'entrée de la maison familiale, dans La Casbah d'Alger. Le Pen entama une procédure en justice contre le deuxième volet de cette enquête, mais il fut débouté en première instance et en appel. Son pourvoi en cassation a été rejeté.

Accrochée à une ceinture de couleur kaki, l'arme gît dans un recoin obscur. C'est un oubli des parachutistes français qui ont soumis la nuit précédente son père à «la question». Ahmed Moulay, 42 ans, a été torturé à l'eau et l'électricité, en présence de ses six enfants et de son épouse, avant d'être achevé d'une rafale de mitraillette. Le supplicié a les commissures des lèvres tailladées au couteau. Un communiqué de l'armée annoncera qu'il a été abattu alors qu'il tentait de s'enfuir. Quand il trouve ce poignard, Mohamed-Cherif Moulay le cache dans le placard du compteur électrique de l'entrée. Les parachutistes reviennent à deux reprises, les jours suivants, mettent la maison à sac. Pour rien. L'enfant se tait. Rania Moulay, elle, se rend au commissariat pour porter plainte. On lui dit : «Votre mari est mort au cours d'un règlement de comptes entre fellaghas» . Apprenant l'épisode, un père blanc, le père Nicolas, s'indigne et intervient. Les gendarmes finissent par ouvrir une enquête. «Pour qu'ils soient obligés d'admettre que ce n'était pas des fellaghas mais des militaires français qui avaient tué mon père, je leur ai donné la ceinture de toile kaki, mais pas le poignard que j'ai détaché de la ceinture et gardé», se souvient Mohamed Cherif Moulay, âgé aujourd'hui de 67 ans. L'enquête n'aboutira jamais. Le poignard atterrit dans le buffet de la salle à manger des Moulay. Il y restera jusqu'en avril 2003, date à laquelle l'envoyée spéciale du Monde à Alger réussit à le rapporter en France.

H. A.

LE CANADA APPORTE SON APPUI POUR PROMOUVOIR LES EXPORTATIONS

UN PROGRAMME DE FORMATION MIS EN PLACE

Un programme permanent de formation des formateurs en commerce international, destiné à acccroître les capacités d'exportation de l'Algérie vers le Canada, a été mis en place. Ce programme va œuvrer dans le cadre du partenariat entre l'Agence nationale de la promotion du commerce extérieur (ALGEX) et TFO Canada. Ce dernier a comme mission d'accompagner les PME exportatrices pour se positionner de façon efficace sur le marché canadien et mondial.

Une annonce faite par l'ambassadrice du Canada en Algérie, Patricia McCullagh, lors du Forum algéro-canadien placé sous le thème «Exportation et Partenariat», tenu hier à Alger. Une démarche qui va certainement permettre aux entreprises algériennes de se perfectionner dans ce sens et de dépasser le stade de productrices pour devenir exportatrices. Sachant que ces entreprises sont appelées à aller vers l'exportation dans le but de booster l'économie nationale.

La représentante diplomatique du Canada est revenue sur la place qu'occupe l'Algérie en étant le premier partenaire de son pays en Afrique et le 32e dans le monde. Le taux des échanges en 2016 entre les deux pays était de l'ordre de 2.4 milliards de dollars canadiens.



Les échanges ont été affectés par la chute du prix de l'or noir, a précisé l'ambassadrice. Elle a par ailleurs, manifesté son souhait de voir ce taux augmenter dans les années à venir. Patricia McCullagh qualifie ce Forum d'espace d'échange de connaissances, d'expériences et des meilleures pratiques qui vont, selon elle, contribuer au renforcement et à la consolidation du partenariat et des exportations entre les deux pays, ainsi que d'approfondir les relations commerciales. Ces relations sont devenues plus proches que jamais.

«Le Canada est fier des relations commerciales dynamiques que les deux pays entretiennent «, a-t-elle souligné. Elle estime que ces relations sont basées sur le partage des connaissances et le transfert du savoir-faire et de la technologie vers l'Algérie. L'ambassadrice a souligné l'existence d'opportunités fortes pour les compagnies canadiennes de venir en Algérie et aussi pour les Algériens de profiter des opportunités au Canada.

C'est dans un esprit gagnant-gagnant que ce Forum s'est tenu pour se diriger, notamment, vers l'augmentation des relations bilatérales de commerce.

Ali Haddad, président du FCE, a de son côté exprimé sa satisfaction pour ce qui est de cette rencontre, conjointement organisée par le FCE, Algex et le Conseil de développement Canada-Algérie(CDCA). Il a souligné la disposition des entreprises canadiennes à venir apporter un soutien à l'économie algérienne, en développant plusieurs secteurs d'activités.

Le FCE, par la voix de son vice-président Brahim Benabdeslem, a rappelé sa disponibilité à accueillir et à accompagner toutes les entreprises canadiennes souhaitant venir investir en Algérie.

Il s'est arrêté sur le fait que cette coopération doit transcender l'aspect commercial en favorisant, entre autres, l'investissement productif.

Le président du CDCA, Mustapha Ouyed, a lui aussi souligné la volonté du Conseil d'augmenter les relations commerciales entre les deux pays, en mettant en avant le rôle du CDCA qui vise aussi à d'encourager la diversification de la production pour l'amélioration et l'augmentation de l'exportation.

De son côté, le secrétaire général du ministère du Commerce, Ben Ghalem Lahcen, a souligné le fait que « le Canada représente un important partenaire pour nous, en étant le 15ème fournisseur et le 13ème client de l'Algérie «. Concernant le volume des échanges entre les deux pays, il estime qu'il est encore modeste vu les potentialités existantes, mais il n'a pas caché ses ambitions de porter ces relations à un niveau appréciable.

Lilia Ait Akli

MAGHREB MOBILE EXPO 2018

Un salon maghrébin dédié à la téléphonie mobile

LES START-UP activant dans le domaine de la téléphonie mobile et des technologies se verront consacrer le plus important espace à la première édition du Maghreb Mobile Expo 2018 (MMExpo). Le coup d'envoi de ce Salon maghrébin dédié à la mobilité et aux technologies mobiles a été donné hier au palais de la Culture Moufdi-Zakaria (Alger). Le membre organisateur et chargé de communication au niveau du Salon, Toufik Draouci, a indiqué que cette manifestation est une occasion pour les vingt start-up présentes de mettre en avant leurs capacités dans le domaine des technologies mobiles.

Elle constitue, a expliqué l'intervenant, un espace d'échange d'expertises où vont se frotter différents acteurs, à l'instar des développeurs, des fabricants de téléphonie mobile et des opérateurs téléphoniques. «Les stands de MMExpo 2018 verront également la présence de médias électroniques, d'informaticiens ainsi que de concepteurs de jeux électroniques», a-t-il poursuivi. Le chargé de communication a souligné que l'objectif de cette première édition est de sensibiliser sur la nécessité de se mettre au diapason des mutations des technologies de la communication.

Plus encore, Draouci a estimé que la logique d'intégrer ces technologies dans notre économie est devenue incontournable. Par ailleurs, le président de la Commission nationale des commerçants de la téléphonie et de l'électronique, Tabti Mohamed-Bachir, a soutenu que le lancement de ce Salon a été précédé par une stratégie de communication efficace. Il prédit un nombre de visiteurs d'environ 10 000 durant les trois jours. Dans le même sillage, M. Tabti a considéré que le but à travers cette rencontre est de faire connaître au citoyen algérien le marché national de la téléphonie mobile, mais aussi de créer «un trait d'union» entre les commerçants de la téléphonie et les entreprises qui investissent dans cette activité.

Le directeur des systèmes d'information auprès de l'Agence nationale de promotion et de développement des parcs technologiques (ANPT) a affirmé, quant à lui, que la mission de l'ANPT à travers ce Salon est d'évaluer le niveau du marché de la technologie en Algérie, en vue de l'impulser et de le promouvoir. Il a précisé que ce rendez-vous technologique vise à aider les start-up nationales à combler le vide qu'il y a dans ce créneau et à favoriser «le made in Algeria» dans un contexte économique «si particulier».

Ce Salon est organisé, rappelons-le, par l'entreprise Be Smart en collaboration avec la Commission nationale des commerçants de la téléphonie et de l'électronique relevant de l'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA). Il verra la participation de pas moins de 50 exposants nationaux et étrangers venus du Maroc, de Tunisie, de France, de Chine, d'Allemagne et d'Espagne. Les organisateurs estiment que cette première expérience permettra d'améliorer les prochaines éditions qui seront programmées dans d'autres wilayas en vue de leur faciliter l'accès à ce genre d'espace.

Aziza Mehdid

AGROALIMENTAIRE

46 entreprises algériennes participent au salon Gulfood 2018

LA 23e ÉDITION du salon international de l'alimentation «Gulfood 2018» s'est ouvert dimanche à Dubaï avec la participation de 46 entreprises algériennes activant dans le secteur de l'industrie Agroalimentaire, a indiqué mardi un communiqué de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex).

Ces entreprises, encadrées par Algex et la Société algérienne des foires et exportations (Safex), présenteront leurs produits et savoir-faire au pavillon algérien qui s'étend sur une superficie de 546 m2, précise la même source.

Elles mettront en avant une gamme variée des meilleurs produits agroalimentaires algériens: fruits et légumes, dattes, produits laitiers, biscuits et chocolats, boissons et jus de fruits, miel, caroube, pâtes alimentaires et couscous.

Le salon Gulfood accueille dans sa 23ème édition près de 5.000 exposants venant de 180 pays et qui opèrent dans les secteurs des boissons, des produits laitiers, des graisses, des huiles, des produits de santé, des matières organiques, des céréales de viande et des volailles.

Cette manifestation qui se poursuivra jusqu'au 22 février en cours, devrait, selon ses organisateurs, attirer plus de 90.000 visiteurs.

M. B.

PAIX ET SÉCURITÉ DANS LE SAHEL

L'ALGÉRIE UN ACTEUR INCONTOURNABLE

Le rôle de l'Algérie dans l'appui et le soutien aux efforts de la paix et la sécurité dans la région du Sahel africain est primordial ont indiqué, hier à Niamey (Niger) les participants à l'atelier sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent.



Des experts en communication et en cyber-terrorisme des pays de la région du sahel, ont salué le rôle algérien dans cette région africaine, notamment, sa «grande» contribution dans le renforcement des capacités techniques dans la prévention et la lutte contre le terrorisme.
L'expert auprès de l'Unité du centre africain des études et recherches sur le terrorisme (CAERT), basé à Alger, a mis l'accent, dans ce sens, sur les efforts de l'Algérie dans la région du sahel face aux menaces de l'extrémisme violent. Il a noté, à ce titre, l'importance des actions de formation dans le domaine de la prévention et la lutte contre le terrorisme, notamment, dans le cadre des mécanismes régionaux, en plus d'autres actions humanitaires menées au profit des populations de la région saharienne souffrant des effets du terrorisme et qui se situent dans les zones de conflits.
L'Algérie, selon le journaliste mauritanien, Ahmed Salem Ould Mokhtar, a relevé le défit de lutter contre le radicalisme violent, après avoir subi ses effets dans les années 1990. Elle a réussi de concevoir et à maturer sa stratégie de lutte contre ce phénomène, a-t-il ajouté à ce sujet. Il a souligné, dans ce cadre, «l'importance» de s'inspirer de l'expérience algérienne en la matière et ce savoir-faire que ce pays mis au profit des pays de la région du Sahel, «afin de se protéger de la violence extrémiste». D'autres experts ont relevé les efforts de l'Algérie dans le soutien matériel et technique aux mécanismes versés dans la prévention et la lutte contre le terrorisme, à l'instar de la coopération et la coordination «fructueuse» entre les services de renseignements.
La politique du voisinage adoptée par l'Algérie, notamment la favorisation du dialogue pour le règlement des conflits dans la région sahélo-saharienne, était d'apport «exemplaire» pour la réinstauration de la sécurité et la paix dans la région, a souligné l'expert algérien en communication, Larbi Bouinoune.
Les questions liées, notamment, à la propagande terroriste via les médias et les réseaux sociaux ont été évoquées lors de la première journée de cette rencontre. Les débats se sont focalisés sur l'émergence des réseaux sociaux qui ont contribué d'une façon ou d'une autre, à la diffusion des contenus faisant l'apologie de l'extrémise violent, de la radicalisation et du terrorisme. Les techniques de conviction utilisée par les réseaux médiatiques des groupes terroristes, la sur-médiatisation des actes de l'extrémisme violent et de la radicalisation, notamment à travers l'usage d'une terminologie favorable à l'action terroriste, étaient parmi les sujets débattus lors cette journée.
Inscrit dans le cadre des activités du plan d'action stratégique de la cellule de communication de l'union de fusion et de liaison (UFL), l'atelier est marqué par la participation des journalistes et communicateurs, venants de l'Algérie, Burkina-Faso, la Libye, le Mali, la Mauritanie, Niger, Nigéria, Tchad, la Cote d'ivoire, la guinée et le Sénégal. Les travaux de la deuxième journée porteront sur des expériences de médias dans la prévention et la lutte contre le terrorisme à travers le traitement de l'information ayant trait au domaine sécuritaire. La rencontre sera soldée par des recommandations. L'UFL est un mécanisme africain de coopération régional des pays du Champ, basé à Alger, qui cordonne les actions de la prévention, la sensibilisation et de lutte contre le terrorisme, avec l'Union africaine (UA) et le processus de Nouakchott.

M. D.

JOURNÉES D'INFORMATION SUR LE CFDAT

Grande affluence du public à Médéa

UNE GRANDE affluence du public, en particulier des jeunes, a été enregistrée, à l'occasion des journées d'information sur le commandement des forces de défense aérienne du territoire (CFDAT), organisées du 19 au 21 février courant, à la maison de la culture Hassan El-Hassani de Médéa. Ces journées, initiées dans le cadre du plan de communication annuel du ministère de la Défense nationale, ont attiré un public très nombreux, constitué notamment d'universitaires, d'élèves du cycles moyen et secondaire, ainsi que des stagiaires des structures de formation professionnelle de la wilaya, venus s'informer davantage sur ce corps d'armée, a indiqué le Colonel Omar Serhane, responsable de la communication auprès du CFDAT. L'éventail d'équipements militaires et de matériel utilisés par les différentes unités et structures de ce corps d'armée, ont permis au public de se faire une idée sur les innombrables missions dévolues à ce commandement et de mieux s'informer sur les évolutions enregistrées en matière de défense aérienne, a expliqué le même officier. Les visiteurs ont pu découvrir, grâce aux supports audiovisuels déployés, les missions accomplies par ce corps d'armée, qu'il s'agisse de la détection, de riposte, de guerre électronique ou la formation de l'encadrement en charge de la mission de protéger l'espace aérien du pays contre toute intrusion, a-t-il ajouté. Le commandement des forces aériennes du territoire est investi, selon cet officier, d'une missions très sensible où les effectifs qui en assurent la charge n'ont pas droit à l'erreur, et doivent, à cet égard, faire preuve d'une vigilance permanente, pour parer à toute tentative d'intrusion et être constamment prêts à agir en cas de menace sur la sécurité du territoire, a fait observer le colonel Serhane. Outre la mission de détection et de riposte face au danger qui vient du ciel, le commandement des forces de défense aérienne du territoire s'acquitte également d'une autre mission, hautement importante, celle de la recherche et de secours SAR (Search and rescue), dont la maitrise et le niveau de performance a été maintes fois démonter, lors des exercices réalisés, dans le cadre des échanges de défense des pays 5+5, a-t-il conclu.

N. B.

LUTTE ANTITERRORISTE

Cinq éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés à Batna et Jijel

CINQ éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés avant-hier à Batna et Jijel par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) qui ont également détruit 7 casemates pour terroristes, a indiqué hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation efficiente de renseignements, des détachements combinés de l'Armée nationale populaire ont arrêté, le 20 février 2018 lors d'opérations distinctes menées à Batna et Jijel (5e Région militaire), cinq (5) éléments de soutien aux groupes terroristes et ont détruit sept (7) casemates pour terroristes», précise la même source. Dans le même contexte, un détachement de l'ANP «a saisi à Bordj Badji Mokhtar (6e RM), cinq roquettes 122 mm, 13 détonateurs ainsi que des outils de détonation, tandis qu'une bombe de confection artisanale a été détruite à Tébessa (5e RM)». Par ailleurs, et dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements de l'ANP «ont intercepté, à Tamanrasset et In Guezzam (6 RM), trois (3) contrebandiers, un camion, un véhicule tout-terrain, (2,2) tonnes de denrées alimentaires, (1.180) litres de carburant et des outils d'orpaillage», tandis que d'autres détachements «ont appréhendé, à Biskra, El Oued et Djanet (4e RM) trois (3) contrebandiers et saisi un camion, (4 000) litres de carburant, (23) quintaux de tabac et (7.464) unités de différentes boissons». Par ailleurs, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont arrêté, à Tlemcen (2e RM), en coordination avec des éléments de la douane, un narcotrafiquant en possession de (46) kilogrammes de kif traité, alors que (31) immigrants clandestins de différentes nationalités «ont été interceptés à Tlemcen, Adrar, Béchar et Laghouat», rapporte également le communiqué.

S. N.

DGSN

Saisie de près de sept tonnes de résine de cannabis en 2017

PRÈS DE 7 TONNES de résine de cannabis ont été saisies durant l'année 2017, contre plus de 25 tonnes en 2016, en baisse de plus de 19 tonnes, selon un bilan sur le trafic de drogue rendu public mardi à Alger par la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). Au total, 6.963,02 kilogrammes de résine de cannabis ont été saisis durant l'année 2017, contre 25.606,03 kg en 2016, ce qui représente une baisse de 19.357,01 kg (-72%), précise la DGSN. Concernant les autres drogues, 2.404,70 grammes d'héroïne ont été saisis en 2017, contre 1.413 grammes en 2016, soit une hausse de 991 grammes, alors que la cocaïne a enregistré une baisse de 10624,50 grammes durant l'année 2017 avec 1332,50 grammes saisis, contre 11956 grammes en 2016. Pour ce qui est des psychotropes, il a été enregistré la saisie de 672.515 comprimés en 2017, en hausse de 139.588 comprimés par rapport à 2016, note cette source. La DGSN a relevé, en outre, que 6.886 affaires de trafic et commercialisation de drogues ont été traitées en 2017, contre 6.420 affaires en 2016, soit une hausse de 7,25% d'affaires. Le nombre d'impliqués en 2017 dans des affaires de drogue est de 11.764 individus, contre 6.420 en 2016, ce qui représente une hausse de 5,62%.

L'IRAN AYANT REFUSÉ

Les USA proposent des contacts secrets à Téhéran

L'administration américaine a proposé à l'Iran des négociations secrètes dans un pays tiers pour régler leurs différends, une proposition rejetée par Téhéran, n'ayant plus confiance en Washington, affirme un journal koweïti, repris par l'agence russe Sputnik.



Les États-Unis ont proposé à l'Iran de mener des négociations secrètes dans un pays neutre afin de régler leurs divergences, a affirmé mercredi le journal koweïtien Al-Jarida, citant une source au sein du Conseil suprême de sécurité nationale de la République islamique. «Les Américains ont proposé Mascate (Oman) ou Genève comme lieu pour ces consultations. Initialement, il n'était question que des prisonniers ayant la double nationalité détenus dans les prisons iraniennes, mais plus tard, il a été proposé d'examiner tout l'éventail des questions en suspens à condition que la confidentialité soit respectée», a indiqué la source. Téhéran aurait répondu que les États-Unis avaient perdu sa confiance, surtout après que le Président Donald Trump a annoncé sa position sur l'accord nucléaire. Le Conseil suprême de sécurité nationale a rejeté tout contact avec Washington, selon la source. Aucun commentaire de Washington ou de Téhéran n'a encore été donné à la presse. Le 13 octobre 2017, Donald Trump a formulé une stratégie américaine plus rigoureuse vis-à-vis de Téhéran. Il a notamment promis d'obtenir une modification de l'accord sur le nucléaire iranien, refusant de reconnaître que l'Iran le respectait totalement.

Il y a quelques mois, Ali Akbar Salehi, chef de l'Organisation de l'énergie atomique iranienne, avait affirmé dans une interview au journal allemand Der Spiegel que l'Iran avait l'intention de respecter l'accord sur le nucléaire même si les États-Unis le quittent. «Si les États-Unis sortent de l'accord, mais que les autres signataires maintiennent leur engagement, donc le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, la Chine et la Russie, alors il est plus que probable que l'Iran respectera cet accord, même sans les USA. Mais, dans le cas où les États-Unis sortent de l'accord et que l'Europe les suit, cette affaire sera un fiasco et l'Iran retournera à ce qu'il faisait auparavant, techniquement parlant, à un niveau beaucoup plus élevé», a-t-il souligné.

Djamel Zerrouk

GAZA

Le Caire resserre l'étau contre l'enclave palestinienne



LA DÉLÉGATION du Hamas poursuit sa visite au Caire depuis 13 jours. Après avoir interdit leur venue en Egypte, Moussa abou Marzouk et d'autres cadres du mouvement palestinien ont joint cette délégation pour mener une deuxième réunion élargie. Selon le quotidien libanais AlAkhbar, la délégation du Hamas en visite au Caire, composée de hauts cadres de la branche armée du mouvement de résistance palestinienne, mène des discussions avec les renseignements égyptiens sur un possible échange des détenus (avec l'occupation). Outre Abou Marzouk et ses compagnons, Le Caire a également refusé à maintes reprises une demande du chef du Hamas, Ismail Haniyeh, d'effectuer une tournée extérieure, avançant comme prétexte que Haniyeh a été inscrit (il y a quelques semaines) sur la liste US terroriste. Dans ce contexte, l'Egypte a imposé deux options au Hamas : 1-Accepter toutes les demandes de l'Autorité palestinienne et d'adhérer à l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) après l'introduction de modifications mineures sur sa charte et la légalisation des armes des factions sous l'égide de l'organisation (OLP). 2-Reconnaitre l'échec de la réconciliation avec le Fatah et fonder une administration autonome à Gaza avec la participation du courant de Mohamad Dahlane, un cadre licencié du Fatah. L'Egypte se chargera d'assurer une couverture politique américano-arabe à ce projet alors que Dahlane assurera son financement des pays du Golfe. Il convient de noter que cette dernière condition suscite l'ire de l'Autorité palestinienne, y voyant une proposition totalement conforme aux exigences US de 'l'affaire du siècle'.

R. I.

MOSCOU ÉTANT L'INTERMÉDIAIRE

Ankara reconnaît avoir des contacts avec Damas

MALGRÉ l'absence de dialogues officiels et diplomatiques, la Turquie entre en contact avec les dirigeants syriens via Moscou, et les contacte directement en cas d'urgence, a reconnu la présidence turque. Ankara entre en contact avec Damas par le biais de Moscou. En cas d'urgence, des contacts directs ou indirects sont possibles, a déclaré mercredi le porte-parole du Président turc, Ibrahim Kalin. «Nous n'avons pas de contacts officiels avec le régime [syrien]. Mais lors du processus d'Astana, nous avons mis en place avec la Russie et l'Iran un mécanisme visant à instaurer des zones de désescalade. Parfois, si besoin est, nous transmettons nos messages au régime (sic) via la Russie. Mais dans les cas les plus urgents, certains de nos cercles peuvent avoir des contacts directs ou indirects afin d'éviter des incidents momentanés, tels que des affrontements etc.», a-t-il indiqué aux journalistes.

Il n'est pas question pour l'instant d'établir des contacts diplomatiques directs entre la Turquie et la Syrie, selon lui. L'armée turque mène depuis le 20 janvier l'opération Rameau d'olivier contre les Kurdes à Afrine, dans le nord de la Syrie. Cette région est contrôlée par les Unités de protection du peuple kurde (YPG) que la Turquie considère comme terroristes. Damas a condamné les actions turques à Afrine, tout en soulignant que la région faisait partie intégrante de la Syrie. Moscou a pour sa part appelé toutes les parties à faire preuve de retenue et à respecter l'intégrité territoriale de la Syrie. Par ailleurs, Les forces pro-gouvernementales syriennes se préparent à entrer dans le canton d'Afrine pour soutenir les Kurdes face à l'offensive des troupes turques, relatent les médias syriens.

D. Z.



NATHALIE ANDRÉS,CÉRAMISTE, OUVRE SA MAISON AUX ARTISTES ET ARTISANS

Unespace de vie bienvenu pour la création artistique

Nathalie et son mari, un couple belges passionnés de lettres, de culture et des arts du monde habitent Hydra ils ouvrent leur maison gracieusement chaque mois à nos artistes et artisans



« Chaque premier samedi du mois nous ouvrons l'après-midi à tous les artistes et artisans. Chacun vient avec ses produits qu'il met en vente tout en échangeant et partageant les expériences de sa vie artistique » explique Nathalie Andrés elle-même céramiste ,sculpteur et peintre .Elle poursuit, « cela fait six ans que nous exerçons cette activité nous .sommes connus partout en Algérie et les artistes viennent des villes aussi éloignées que Tlemcen et Oran .« Nathalie Andrés fait tout pour mettre à 'l'aise ses invités .Son hospitalité est sans limite .Elle s'organise pour que tous les invités quel que soit leur nombre, trouvent place dans sa maison. Pour cela, elle met à leurdisposition sa cours, ses chambres et tout son jardin.

Elle veut mettre à l'aise tous les artistes en leur mijotant des petits plats tout le long de l'après-midi.C'est un vrai bonheur pour tous les artistes participants, trouvant des espaces gracieusement mis à leur disposition pour exposer leurs œuvres .Ils sont artistes, peintre, producteur de miel, artisans du terroir. leur point commun c'est une production et une création authentiquement bio et naturelle .

Cela fait six ans que régulièrementNathalie ouvre sa maison régulièrement une fois par mois.Malheureusement c'est sa dernière année puisque son mari ingénieur et directeur d'une société de construction de centrale éléctrique, termine son contrat en Algérie

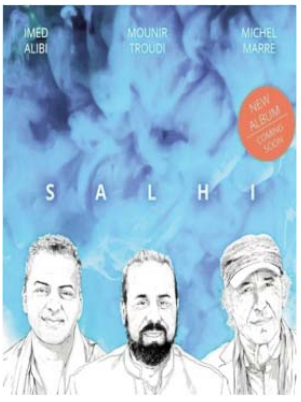
Kamel cheriri

LE CONCERT DU JOUR

Salhi

LA SCÈNE de l'Institut français d'Alger sera animée, aujourd'hui, jeudi 22 février, dès 19h30, par le Trio Salhi. Un concert qui met en valeur le patrimoine populaire bedouin.

Salhi, c'est la rencontre entre le chanteur tunisien Mounir Troudi, le trompettiste français Michel Marre et le percussionniste Imed Alibi de Tunisie. Ils cherchent à créer un langage nouveau du patrimoine musical bédouin, notamment le genre salhi qui allie mysticisme, poésie et ambiances de fête et de transe. En associant la tradition soufie tunisienne au jazz, non sans grande improvisation, le trio a réalisé un album éponyme dont la sortie s'est faite à la fin du mois de janvier dernier. Créé en 2015 par le percussionniste au parcours international, ce trio s'inscrit dans l'universalité en s'inspirant de divers horizons culturels et géographiques : Europe, Afrique, Moyen-Orient.



Les techniques musicales et les différentes cultures nous rappellent que le rythme et la mélodie sont engendrés par le même désir : celui de se donner corps et âme à la vie. Salhi s'affirme pour la tolérance en relevant un véritable défi en matière de composition musicale.

« Bien que jugées folkloriques ou frivoles, les chansons bédouines faisaient battre le cœur d'un pays (n.d.l.r, la Tunisie) où la libre parole était bâillonnée », estime Imed Alibi.

Raison pour laquelle ses musiques sont si populaires.

Elles expriment l'âme du peuple et se sont imprimées dans sa mémoire au point d'avoir le cœur serré de nostalgie à chaque fois qu'elles sont réécoutées.

Bonne soirée !

R. C

SORTIR

CINEMA
Festival du cinéma latino-américain. Institut culturel Cervantès d'Alger. 18h. Aujourd'hui, jeudi 22 février : El Juego Sucio de Nitsy Grau de l'Equateur. Chaque jeudi un film jusqu'au jeudi 15 mars. Café de Hatuey Viveros du Mexique. De Ollas y Sueños d'Ernesto Cabellos du Pérou. Miranda regresa de Luis Alberto Lamata du Venezuela.

FLAMENCO
Chicuelo et Marco Mezquida d'Espagne en concert Connexion. Le vendredi 23 février. 20h. Opéra Boualem-Bessaih d'Alger. Flamenco-jazz avec Marco Mezquida de Minorque, pianiste de renommée nationale, Juan Gomez Chicuelo de Barcelone, guitariste de flamenco contemporain de référence, Paco de Mode le percussionniste. Une rencontre de musiciens chevronnés et une envie d'imaginer un nouveau répertoire.

METALGERIA
Première édition de Metalalgeria sous le slogan Metal pour tous. Le samedi 24 février. 10h-16h. Centre des arts et de la culture du Palais des Rais-Bastion 23, Alger. Journée portes ouvertes sur la musique metal en Algérie avec les artistes. Concerts, films, débats, marché : instruments, accessoires.

PEINTURE
L'artiste peintre Hacen Drici expose Hope in darkness – une trentaine d'œuvres – jusqu'au dimanche 25 février. Galerie Seen Art. Dely-Brahim-Alger.

CINE-ITALIA
Hommage aux réalisatrices italiennes de Francesca Comencini à Wilma Labate. Un mini-cycle de films jusqu'au lundi 26 février. Institut culturel italien. Tous les lundis à 18h45. Entrée libre ou réserver à : iicalgeri.segr@esteri.it

FEMININ
Exposition Houn'na de dix artistes peintres et photographes jusqu'au mardi 27 février. Centre des arts et de la culture du Palais des Rais-Bastion 23, Alger.

CASBAH
Exposition Artisans de la Casbah jusqu'au mercredi 28 février. Institut Cervantes d'Alger. Un hommage à ces artisans de la vieille Cité d'Alger dont les objets font partie du paysage quotidien et familier des maisons.

POP
L'artiste El Moustach expose Sog ur Mother - is open at night! Un hommage à la pop culture algérienne. Du vendredi 02 au vendredi 23 mars. Vernissage à 17h30. Espace d'art contemporain (Espaco). El Achour, Alger.

PATRIMOINE
Conférence Constitution d'une collection : le musée national des Beaux-Arts d'Alger par Amel Djenidi, doctorante en communication et muséologie. Le samedi 03 mars. 11h. Dar Essouf-Ecole nationale de conservation et restauration des biens culturels. Casbah d'Alger.

DESSIN
Premier Salon national du dessin. Musée d'art moderne et contemporain d'Alger jusqu'au lundi 05 mars. 21 artistes d'Algérie exposent Dessinez vos desseins. Le dessin, un savoir fondamental dans la création et l'histoire de l'art.

LEMMA
Sortie du premier album éponyme de la troupe féminine Lemma avec Souad Asla au chant et Hasna El Becharia au gumbri. Ed. Ostowana. Un recueil de la musique populaire de la Saoura (région du sud-ouest algérien), réalisé par douze chanteuses et musiciennes aux percussions.

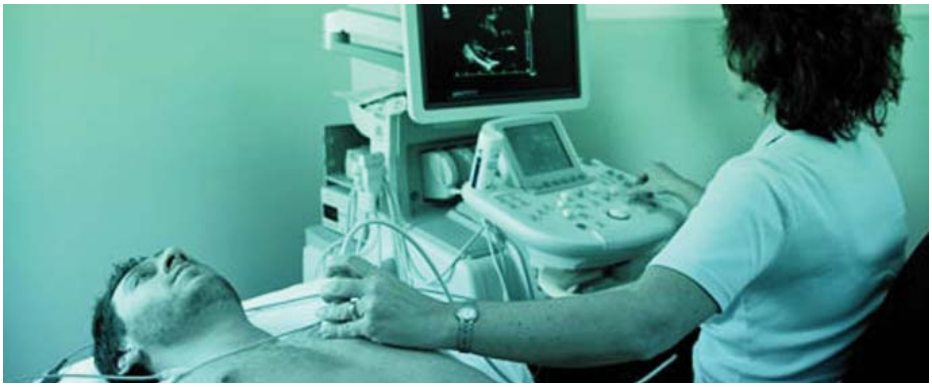
LE DANGER DU JUS DE FRUITS SUR L'ORGANISME HUMAIN RÉVÉLÉ



LE FAIT de boire à jeun des jus de fruits peut avoir un impact négatif sur la microflore intestinale, estiment les chercheurs du «Lewis-Sigler Institute of Integrative Genomics», dans l'Etat du New Jersey aux Etats-Unis.
Une équipe de scientifiques de l'Université de Princeton s'est fixée pour objectif d'étudier l'impact du jus de fruits sur l'organisme humain. A ces fins, ils ont donné à boire du jus de fruits à des souris de laboratoire lorsqu'elles étaient à jeun, relate la revue Cell Metabolism.
Suite à leurs recherches, les scientifiques sont parvenus à constater que l'intestin grêle des rongeurs ne pouvait pas assimiler à jeun le fructose des jus, qui se dirigeait alors directement vers le colon et nuisait considérablement à sa microflore. Cela vaut aussi bien pour les jus en bouteille que pour les jus fraîchement pressés.
En outre, les chercheurs indiquent que 90% du fructose est assimilé par les parois de l'intestin grêle.
Ainsi, ils recommandent de consommer du jus en petites quantités et seulement après le repas afin d'empêcher une surcharge de l'appareil digestif et ne pas nuire à la microflore intestinale.

Pathologies du coeur : la mortalité des coronariens en baisse au CHU d'Oran

Les dernières statistiques du service de cardiologie du CHU d'Oran montrent que la mortalité des coronariens (atteints de maladies au niveau des artères qui nourrissent le coeur), a nettement baissé au cours des deux dernières années, passant de 12 à 2,2 %, a-t-on appris du chef de ce même service.



Les chiffres concernent les patients atteints de syndromes coronariens aigus, hospitalisés dans le cadre de l'urgence, note le Pr Hadj Mohamed Ali Lahmar, ajoutant que cette pathologie est la plus fréquente au niveau des urgences cardiologiques. En effet, sur les 1.432 hospitalisations en urgence enregistrées en 2017 au sein de ce service, 755 patients présentaient un syndrome coronarien, ce qui équivaut à un taux de 52%, précise le même responsable. S'agissant la baisse de mortalité, passé de 12% en 2013 à 2.2 % en 2017 (17 décès sur 755 coronariens aigues hospitalisés dans le cadre de l'urgence), le même spécialiste l'explique par l'entrée en pratique de l'angioplastie coronarienne en 2016 dans le service. Les pathologies coronariennes aigues se traduisent par un infarctus du myocarde, qui se déclenche par l'obstruction de l'artère coronaire qui entraîne la destruction partielle du muscle cardiaque.
L'angioplastie est une intervention qui consiste à traiter une artère coronaire rétrécie ou bouchée, au moyen d'une sonde munie d'un ballon gonflable à son extrémité qu'on introduit dans les artères à partir du haut des cuisses et qu'on glisse jusqu'elle arrive aux artères du coeur.
Cette intervention présentent plusieurs avantages, dont une possibilité de dilater ou déboucher les artères du coeur sans ouvertures chirurgicales, mais représente toutefois un risque de perforation cardiaque, explique le même spécialiste.
Le bilan demeure positif, cette technique ayant certainement permis de sauver des vies, souligne le Pr Ali Lahmar, regrettant la disponibilité de genre de techniques qu'au niveau des établissements hospitaliers des grandes villes, à l'instar du CHU d'Oran.
Le transfert des malades atteints des pathologies cardiaques aigues des wilayas éloignées ne joue pas en faveur du malade, dont les risques de succomber à la maladie augmentent d'heure en heure, explique-t-il ajoutant ce genre d'intervention devraient être disponibles dans chaque wilaya.

Chez les adolescents, la cigarette électronique inciterait à fumer du tabac

LES ADOLESCENTS qui utilisent des cigarettes électroniques ont plus tendance à commencer à fumer du tabac que ceux n'ayant jamais essayé le «vapotage», suggère une nouvelle étude menée aux Etats-Unis et publiée hier.
Cette étude, parue dans le Journal of the American Medical Association (JAMA), a porté sur 2.530 collégiens de Los Angeles en Californie qui au départ, à l'automne 2013, avaient tous indiqué n'avoir jamais fumé de tabac. Ils étaient alors âgés de 14 ans et se trouvaient pour la plupart dans l'équivalent de la classe de troisième.
Un an après, 25% des «vapoteurs» ont dit avoir essayé le tabac (cigarettes ou cigares) contre 9% pour ceux n'ayant jamais «vapoté».
Les chercheurs, dont notamment Adam Leventhal, de la faculté de médecine de l'Université de Californie du sud, le principal auteur, ont déterminé que les 222 utilisateurs de cigarettes électroniques étaient également plus nombreux à avoir commencé à fumer du tabac six mois après le début de cette enquête que les 2.308 non-utilisateurs, à savoir 31% contre seulement 8%.
«Ces données fournissent une nouvelle indication que le vapotage paraît lié à un risque accru de commencer à fumer du tabac au début de l'adolescence», écrivent-ils. Mais les auteurs estiment toutefois que «d'autres recherches sont nécessaires pour établir l'existence d'une cause à effet».
Selon eux, certains de ces jeunes pourraient être plus enclins à «vapoter» avant d'essayer le tabac car ils pensent que les cigarettes électroniques sont inoffensives ou ne créent pas d'accoutumance. Ces chercheurs déplorent aussi les campagnes publicitaires des fabricants de cigarettes électroniques qui ciblent la jeunesse en proposant notamment des saveurs attrayantes pour les adolescents. Ils dénoncent en outre le manque de réglementation qui facilite la vente de ces produits aux mineurs. Dans un éditorial publié dans le JAMA mardi, le docteur Nancy Rigotti du Massachusetts General Hospital, à Boston, juge que cette recherche constitue «la plus solide indication à ce jour que la cigarette électronique pourrait présenter un danger pour la santé publique en encourageant les adolescents à commencer à fumer du tabac».
Selon un rapport des Centres américains de contrôle et de prévention des maladies (CDC) publié en avril, l'usage de la cigarette électronique a triplé chez les jeunes Américains en à peine un an et dépasse pour la première fois celui des produits conventionnels.

Un gène défectueux augmente de trois fois le risque de développer un cancer de l'ovaire

LES FEMMES, porteuses d'une anomalie sur le gène BRIP1, ont trois fois plus de risque de développer un cancer de l'ovaire, indique une étude. «Environ 18 femmes pour 1.000 développent un cancer de l'ovaire mais le risque s'élève à 58 femmes pour 1.000 pour celles possédant cette anomalie», notent les experts britanniques ayant mené l'étude publiée dans le Journal de l'Institut américain du cancer (JNCI). Le gène altéré a déjà été identifié comme facteur prédisposant à ce cancer mais c'est la première fois que le risque est quantifié. Difficile à diagnostiquer car il ne provoque généralement des symptômes qu'à un stade avancé de la maladie et qui peuvent être associés à d'autres pathologies (fatigue, ballonnements, douleurs abdominales ou douleurs pelviennes), le cancer de l'ovaire est le plus meurtrier des cancers gynécologiques. Il est à l'origine d'environ 150.000 décès chaque année dans le monde, selon l'OMS. 60% des femmes en décèdent dans les cinq ans qui suivent le diagnostic. L'étude publiée compare les gènes de plus de 8.000 femmes européennes, comprenant un groupe de malades, un groupe en bonne santé et un groupe ayant eu des antécédents familiaux de la maladie. «Recenser ces femmes (présentant la mutation du gène, ndlr) contribuera à prévenir plus de cancer et à sauver des vies», souligne l'un des chercheurs, relevant qu'un diagnostic serait d'autant plus important que le cancer de l'ovaire est souvent détecté à un stade avancé quand les chances de survie sont faibles.

HORAIRES DES PRIÈRES	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	05:35	12:43	15:50	18:21	19:41
CONSTANTINE	05:40	12:48	15:55	18:26	19:45
ALGER	05:54	13:02	16:09	18:40	20:00
OUARGLA	05:45	12:53	16:05	18:35	19:51
CHLEF	06:01	13:09	16:17	18:47	20:07
MOSTAGANEM	06:06	13:14	16:22	18:52	20:12
ORAN	06:09	13:17	16:25	18:56	20:14

LE JEUNE INDEPENDANT

N° 6014 – JEUDI 6 DJOUMADA EL THANIA 1438

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	11°	5°
Oran	12°	7°
Constantine	9°	2°
Ouargla	17°	9°

24e OPÉRATION DE RELOGEMENT À ALGER

Plus de 6 000 familles seront relogées avant le ramadhan

Quelque 6 000 familles seront relogées avant le ramadhan dans le cadre de la 24e opération de relogement, a déclaré hier le wali d'Alger Abdelkader Zoukh à Douéra, lors d'une conférence de presse à l'occasion de la deuxième phase de la 23e opération de relogement.



Le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, a présidé la deuxième phase de la 23e opération de relogement à la wilaya d'Alger de 2 200 familles qui ont bénéficié de logements publics locatifs (LPL) et sociaux participatifs (LSP). Elles sont entrées en possession de leurs appartements dans la banlieue algéroise. Sur les 8 000 familles concernées, plus de 2 200 habitaient des bidonvilles, des caves et des terrasses dans les communes de Douéra, Sidi M'hamed et Alger-Centre.

Le wali d'Alger a fait une visite d'inspection dans les sites d'accueil concernés par cette deuxième phase et la population a laissé exploser sa joie, accueilli avec des fleurs et salué par des youyous et des explosions de pétards, Zoukh a eu le loisir de déambuler à sa guise à travers les immeubles. « Il s'agit d'une cité intégrée dotée de toutes les commodités, à savoir des écoles, CEM, lycée, centre de soins, de supérettes et autres commerces, annexe APC, une unité de Sûreté nationale et l'ouverture d'une ligne de transport», a indiqué le wali lors d'une première halte au site 1400/3500 logements Abziou, à Douéra.

Revenant sur la prise en charge des opérations de relogement, Abdelkader Zoukh a exhorté, en marge de cette sortie, les dépositaires de dossiers pour bénéficier d'un logement de faire preuve de patience et de civisme. «Les opérations de relogements se succèderont. Nous n'avons desservi que la moitié des logements en question.

Plus de 40 000 autres unités vont être distribuées jusqu'à la 26e opération», a-t-il assuré. Pour le moment, dira-t-il, les services compétents de la wilaya s'attellent à peaufiner les listes des attributaires à l'issue des premières opérations. Le wali a annoncé que les opérations de relogement passées ont permis de récupérer pas moins de 500 ha de foncier depuis le lancement de l'opération de relogement en juin 2014.

Il a, par ailleurs, reconnu l'insuffisance des efforts effectués jusqu'à présent en matière d'améliorations urbaines.

Selon lui, après avoir éradiqué les résidus des taudis, les dossiers des Algérois vivant dans des conditions difficiles, ainsi que ceux des jeunes désirant fonder un foyer, seront pris en charge.

Il a déclaré que la 23e opération a permis de récupérer deux forêts au niveau des communes de Bach Djarah et El Achour, et la libération de l'assiette de terrain de l'emprise de projet complexe parlementaire des deux chambre au niveau des trois ilôts des abattoirs dans les communes de Hussein Dey et de Kouba.

Samir Mouloud

DES PRODUITS «MADE IN ALGERIA» DE GRANDE QUALITÉ

LG présente en force au salon Maghreb Mobile Expo

LE LANCEMENT de la production locale des téléphones mobiles LG, après celle des téléviseurs, a été l'occasion de confirmer, une nouvelle fois, sa place de pionnier de la technologie mobile en Algérie.

La première édition du salon Maghreb Mobile Expo, qui se tient du 21 au 23 février au Palais Moufdi Zakaria d'Alger , sera une opportunité, pour LG, de présenter , au grand public, sa gamme de produits innovants "Made in Algeria". Des produits conçus pour toutes les bourses et pour tous les goûts et qui tiennent compte des besoins des consommateurs algériens.

A cette occasion, LG présentera, en avant première, son tout nouveau né, le modèle Stylus 3, le futur produit qui sera fabriqué en Algérie dans les mois à venir, afin d'offrir au consommateur algérien un éventail plus large de choix et de leur permettre d'être à jour avec les nouveautés du géant mondial de la téléphonie mobile.Avec son style particulièrement attrayant et son large écran de 5,7 pouces, avec un appareil photo de 13 MP arrière, et de 8 MP frontal, il se caractérise par un design fin intégré, dispose d'un stylo parfaitement intégré et offre une batterie longue durée. Il est tout simplement pratique, puissant et magnifique.

Le salon sera également l'occasion de présenter le produit phare de LG. Lancé en septembre dernier, la dernière prouesse technologique de la marque, le V30. Ce modèle devrait être intégré prochainement dans la gamme produite localement. Doté d'un écran QHD+OLED, d'un écran 6 pouces full vision, et un objectif grand angle avant et arrière, ce bijou technologique, avec son design exceptionnel, fera parler de lui.

Durant le salon maghrébin, LG présentera plusieurs modèles fabriqués localement qui sont tous conçus pour la 4G LTE, à commencer par le K4, proposé à un prix très attractif de17400 dinars. Doté d'un appareil photo arrière de 8 MP, et d'un appareil photo avant de 5 MP avec auto shot, le K4 dispose d'un écran tactile de 5.0 pouces, avec un design fin et des performances améliorées.

Pour les amateurs de la photo de précision, le LG K10, proposé à 25300 dinars , dispose d'un appareil arrière de 13 MP riche, doté de la fonction auto shot avec détection des visages, et d'un appareil frontal grand angle de 5MP, avec un écran tactile plus large de 5,3 pouces.

Oubliés les soucis de batterie, avec le Xpower 2, proposé au prix de 30500 dinars , dispose d'une batterie puissante de 4500 mAh, avec un écran plus large de 5,5 pouces, d'un appareil photo de 13 MP arrière, et de 5MP avant, avec grand angle frontal.

Enfin, pour les utilisateurs les plus exigeants, le produit phare de LG, le Q6, proposé au prix de 35000 dinars, avec un écran tactile de 5,5 pouces, un appareil photo de 13 MP. C'est un produit infiniment extraordinaire, avec son écran full vision, son cadre métallique robuste, sa caméra selfie grand-angle, son mode photo carrée, et surtout son utilisation d'une seule main, il dispose d'une mémoire de 32 GB.



Djezzy participe au lancement de la 4G au Bangladesh

BANGLALINK, filiale du groupe Veon, vient de lancer avec succès son service 4G. L'opérateur, qui a plus de 35 millions de clients, est déjà présent dans les grandes villes telles que Dhaka, Chittagong, Khulna et Sylhet. Dans une déclaration à la presse, le CEO de Banglalink, Erik Aas a indiqué que l'introduction de la 4G permettra au Bangladesh d'entrer dans le monde numérique ouvrant d'innombrables possibilités. Dans le cadre de ce lancement, l'esprit de collaboration entre les équipes de Veon a prévalu. Ainsi, des collègues du département technologie de Djezzy se sont rendues au Bangladesh pour apporter leur support à leurs collègues de Banglalink. Cette coopération a permis un partage de l'expertise algérienne en matière de déploiement de la technologie de quatrième génération vu que Djezzy est déjà présente dans 28 wilayas au 31 décembre 2017.

C'est aussi la reconnaissance de l'excellent niveau des équipes de Djezzy, qui dans le passé avait déjà contribué avec plus de 70 cadres au développement d'autres filiales du groupe.

La collaboration figure parmi les 5 valeurs du groupe Veon qui encourage ses employés à aller vers plus de synergie. Ce qui permet, sans doute, le développement des compétences, une optimisation des ressources et une autonomie vis-à-vis de certains fournisseurs externes.

Cette collaboration fait donc partie de l'ADN de VEON. Il faut savoir que des équipes de la filiale pakistanaise du groupe à savoir Jazz se sont rendues en Algérie pour aider Djezzy à installer son Data Warehouse. Djezzy a déjà envoyé plusieurs collègues en expatriés en Russie et au Bangladesh, ou la direction de sa division Business to Business est confié à un cadre algérien.

Avec une base de plus de 235 millions de clients, VEON est présent dans 12 marchés, dont la Russie, l'Italie, l'Algérie, le Pakistan, l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, l'Ukraine, le Bangladesh, le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Arménie et la Géorgie. VEON opère sous les marques «Beeline», « Djezzy « «Kyivstar», «WIND 3», «Jazz», et «Banglalink».